

Département  
**D'EURE ET LOIR**

ARRONDISSEMENT  
DREUX

CENTRE COMMUNAL DE  
L'ACTION SOCIALE DE  
VERNOUILLET

 **Vernouillet** 28

**OBJET :**

**CCAS-2023-C10**

**Protection sociale  
complémentaire -  
prévoyance**

**Date de la  
convocation**

12 septembre 2023

Accusé de réception en préfecture  
028-262800352-20230926-CCAS2023-10-06  
Date de télétransmission : 13/10/2023  
Date de réception préfecture : 13/10/2023

**Publié le : 16/10/2023**

REPUBLIQUE FRANCAISE  
EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION



L'an DEUX MILLE VINGT TROIS le VINGT-SIX SEPTEMBRE à 18H00, le Conseil d'Administration, légalement convoqué, s'est réuni en salle du conseil, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Damien STEPHO :

Etaient présents : D. STEPHO ; C. LUCAS ; J. TRAPATEAU ; S. MERABTI ; A. PIAUPHREIX ;

Excusés : S. VIGNY ; J.P RICHARD ; M. HASSANPOUR ; Y. SCOUARNEC ;

Absents non excusés : P. LAURET-MOUHOUBI ; N. BOUADLA-ABDI ; P. BAMBOTE WANTONTWA ; A. AHSAINI ; G. QUERITE ; P. VISERY. S. AHIZOUN ; M. SIADOUA ;

Mme Catherine LUCAS a été élue secrétaire.

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil d'Administration le projet d'adhésion au contrat de protection sociale complémentaire – prévoyance, proposé par le Centre de Gestion d'Eure-et-Loir :

Le sujet de la protection sociale complémentaire a été évoqué à plusieurs reprises lors de nos échanges avec les organisations syndicales et plusieurs agents ont remonté au Service Ressources Humaines leurs difficultés à obtenir une couverture par eux-mêmes pour le maintien de salaire, évoquant des refus des assureurs ou la présence de questionnaires de santé qui génèrent de nombreuses exclusions ou délais de carence. Ils ont également évoqué le coût élevé pour une couverture moins intéressante en termes de prestations que l'ancien contrat groupe.

Nous nous sommes rapprochés du Centre de Gestion et avons évoqué avec eux la possibilité d'adhérer à la convention de participation qu'ils ont souscrite avec trois autres centres de gestion de la Région Centre, auprès de TERRITORIA MUTUELLE et le courtier ALTERNATIVE COURTAGE.

La participation à la protection sociale complémentaire - maintien de salaire ne sera obligatoire dans les collectivités qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ; en attendant, les collectivités ne sont pas soumises à l'obligation de participer ni dans le cadre d'une convention de participation (un contrat unique souscrit par la collectivité), ni dans le cadre des contrats labellisés souscrits directement par les agents

Afin d'aider les agents de la collectivité qui souhaitent bénéficier de ce type de couverture, nous vous proposons d'adhérer à la convention de participation – maintien de salaire du Centre de Gestion afin d'en faire bénéficier les agents de la collectivité.

La volonté de la collectivité est d'ouvrir cet accès à tous, afin que ceux qui le souhaitent ne risquent pas d'essuyer un refus, des exclusions ou un délai de carence. Pour information, il n'y a pas de questionnaire médical avant adhésion dans ce contrat ; les tarifs sont négociés et les agents bénéficieront de conditions avantageuses.

Pour ouvrir cet accès, la collectivité doit participer financièrement à chaque contrat. L'objectif étant ici uniquement de faire bénéficier le plus grand nombre d'agents de cette possibilité, la collectivité participera de façon symbolique à hauteur de 1 € par mois et par agent. Pour information 138 agents étaient adhérents de l'ancien contrat.

Il reviendra à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

Cet accès sera proposé aux agents à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2023.

Par ailleurs, l'autorité territoriale précise que, dans le cadre de ce dispositif, les collectivités et établissements publics se rattachant à la convention de participation portée par leur centre départemental de gestion sont redevables de frais d'adhésion et de frais de gestion.

Pour le département de L'Eure-et-Loir, cette tarification s'appuie sur la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du 16 septembre 2022

Aussi, au regard du barème de tarification retenu (nombre d'agents de la structure), les frais d'adhésion sont de 300€ et les frais annuels de gestion sont de 150€, étant précisé qu'il n'y aura pas de double facturation des frais d'adhésion en cas de double adhésion (Prévoyance et Santé).

Accusé de réception en préfecture  
028-262800352-20230926-CCAS2023  
Date de télétransmission : 13/10/2023  
Date de réception préfecture : 13/10/2023

C10-DE  
Le Conseil d'administration

Où l'exposé de Monsieur le Président,  
Après en avoir délibéré,

- **Approuve** l'adhésion du CCAS à la convention de participation pour le risque « prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion d'Eure-et-Loir et TERRITORIA MUTUELLE, à effet du 1<sup>er</sup> octobre 2023,
- **Valide** la participation financière symbolique de la collectivité à la cotisation de chaque agent, à hauteur de 1 € par mois et par agent adhérent au contrat proposé,
- **Autorise** le paiement au Centre de Gestion d'Eure-et-Loir des frais d'adhésion et des frais annuels de gestion susmentionnés (les crédits seront inscrits au budget de l'exercice),

- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention d'adhésion avec le Centre de Gestion d'Eure-et-Loir et tout document rendu nécessaire avec TERRITORIA MUTUELLE et/ou ALTERNATIVE COURTAGE.

Le Président  
Damien STEPHO



*Monsieur le Maire, Président du CCAS certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication par voie d'affichage*

Accusé de réception en préfecture  
028-262800352-20230926-CCAS2023C10-DE  
Date de télétransmission : 13/10/2023  
Date de réception préfecture : 13/10/2023

CTION SOC

Accusé de réception en préfecture  
028-262800352-20230926-CCAS2023C10-DE  
Date de télétransmission : 13/10/2023  
Date de réception préfecture : 13/10/2023